

N° 4927<sup>5</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

---

**PROJET DE LOI**

**concernant l'assistance mutuelle en matière de recouvrement dans la  
Communauté européenne des créances relatives à certains impôts,  
cotisations, droits, taxes et autres mesures**

\* \* \*

**DEUXIEME AVIS COMPLEMENTAIRE DU CONSEIL D'ETAT**

(26.11.2002)

Par dépêche du 25 octobre 2002, le Président de la Chambre des députés a soumis au Conseil d'Etat, conformément à l'article 19 (2) de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat, une série d'amendements élaborés par la Commission des Finances et du Budget.

Les amendements étaient accompagnés d'un commentaire.

Les amendements 1 à 4 visent à insérer au chapitre III une section 4 nouvelle portant sur la prise de mesures conservatoires et comportant deux nouveaux articles 16 et 17. Ces articles prévoient le recours aux mesures conservatoires pour garantir le recouvrement des créances, recours qui est entouré des mêmes garanties de droit interne que l'action en recouvrement en tant que telle.

A l'instar de la démarche suivie par les auteurs du projet de loi, les deux articles nouveaux à insérer régissent de manière distincte les cas où les autorités nationales interviennent, d'une part, comme autorité requérante et, d'autre part, comme autorité requise.

Au commentaire des amendements, il est précisé que cette forme spécifique d'assistance avait été reprise en droit national en 1979 en matière agricole et douanière ainsi qu'en 1981 en relation avec l'assistance au recouvrement de la TVA. La Commission des Finances et du Budget estime que la nouvelle loi horizontale, en remplaçant tous les instruments juridiques antérieurs, doit nécessairement continuer à garantir l'assistance en matière de mesures conservatoires. Le Conseil d'Etat peut partager cet avis et il convient dès lors de transposer expressément l'article 13 de la directive de base 76/308/CEE, réglant la demande de prise de mesures conservatoires.

Quant au libellé des deux articles nouveaux tels que proposés, le Conseil d'Etat suggère de remplacer le deuxième alinéa de l'article 16 nouveau comme suit:

„Pour la mise en oeuvre du premier alinéa, les conditions telles que fixées à l'article 8, paragraphes 1er, 4 et 5 ainsi qu'à l'article 14 s'appliquent.“

Dans ce même ordre d'idées, l'alinéa 2 de l'article 17 nouveau serait à libeller comme suit:

„Pour la mise en oeuvre du premier alinéa, les conditions telles que fixées à l'article 2, paragraphe 2, dernière phrase, à l'article 9, paragraphes 1er et 4, ainsi qu'aux articles 10, 13, 15 et 18 s'appliquent.“

L'amendement 5 propose de supprimer l'article 27 du projet de loi prévoyant que „La présente loi entre en vigueur le 1er juillet 2002“, puisqu'une mise en vigueur rétroactive de la loi s'avère impossible. Il n'appelle pas d'observation particulière de la part du Conseil d'Etat.

Compte tenu des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat marque son accord aux cinq amendements proposés.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 26 novembre 2002.

*Le Secrétaire général,*  
Marc BESCH

*Le Président,*  
Marcel SAUBER

